

## LE NOUVEL INVESTMENT CLIMATE ASSESSMENT (ICA) EN ALGÉRIE



**Mehdi Benyagoub, Analyste en opérations**

La banque mondiale est sur le point de lancer une nouvelle enquête en Algérie. Ce travail sera suivi par un exercice d'analyse et de politique exhaustif qui évaluera l'évolution des réformes entreprises depuis la dernière enquête ICA en 2003.

L'ICA est un outil analytique qui cherche à étudier de façon systématique les conditions favorables à l'investissement privé et à la croissance d'entreprises en capitalisant sur les expériences des firmes privées et en identifiant les domaines de réformes prioritaires pour l'amélioration de la productivité et de la compétitivité du secteur privé. En fournissant une base pratique pour des recommandations de politiques et incluant des partenaires locaux tout au long du processus (associations locales du secteur privé et centres de recherches), les évaluations sont conçues pour soutenir les réformes de politiques visant à accélérer la croissance du secteur privé, conduisant de ce fait à une croissance économique plus rapide et génératrice d'emploi.

L'ICA se base sur 600 enquêtes effectuées auprès d'entreprises privées et en collaboration étroite avec une institution publique, le Centre National d'Etudes et d'Analyses pour la Planification (CENAP). Le premier et de surcroît, le plus

perceptible trait de cette enquête concerne le classement des contraintes perçues par les entreprises comme un obstacle majeur ou sévère lors du démarrage et de la gestion d'une firme. L'enquête recueille les expériences des entreprises dans une série de domaines : financement, gouvernance, réglementation, politique d'imposition, relations professionnelles, résolution de conflit, services d'infrastructures, approvisionnement et marketing, technologie et formation. Ces derniers constituent des domaines où des éventuelles difficultés peuvent accroître sensiblement le coût de faire des affaires. L'enquête tente de quantifier ces coûts. Faisant usage d'une méthodologie standard, l'évaluation compare ensuite les conclusions de l'enquête avec ceux émanant de pays comparables afin d'évaluer la santé financière du secteur privé national et sa compétitivité.

Suppléées par des informations pertinentes provenant de sources diverses, les conclusions de cette enquête offrent une base pratique pour identifier les domaines de réformes prioritaires, en vue d'améliorer le climat d'investissement. Les évaluations se penchent de façon détaillée sur les facteurs de politiques, réglementaires et institutionnels qui nuisent à la provision des services d'infrastructures de bonne qualité et

au fonctionnement des marchés financiers, de produits et autres, faisant le lien entre ces contraintes, les coûts et la productivité des entreprises.

Dans chaque pays, l'évaluation du climat d'investissement (ICA) puise sur les conseils et l'expertise des partenaires locaux au niveau du gouvernement et du monde des affaires. Les conclusions et les recommandations de politiques émergeant des évaluations sont discutées de manière approfondie avec le secteur privé et autres parties prenantes dans le pays. Cette large diffusion des résultats est destinée à impliquer dans l'élaboration d'une stratégie nationale de promotion du secteur privé, non seulement les responsables politiques, mais aussi les dirigeants d'entreprises, les investisseurs, les organisations non gouvernementales et les bailleurs de fonds, établissant ainsi un consensus sur les priorités de réformes du climat d'investissement ainsi qu'une base pour des réponses concrètes aux problèmes identifiés. Des mises à jour des évaluations peuvent aider à mesurer les progrès mis en oeuvre pour améliorer le climat d'investissement.

Le but de l'enquête du ICA II sera d'apporter de nouveaux indicateurs de climat d'investissement, permettant ainsi une

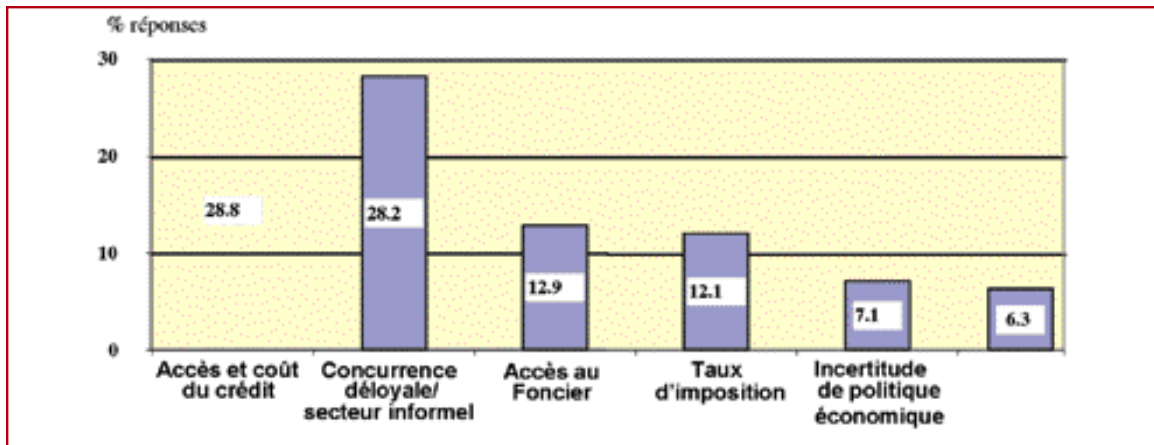
évaluation des changements dans l'environnement de l'entreprise depuis 2002-2003, les corrélant aux efforts récemment entrepris pour encourager l'investissement privé. Un effort sera fourni pour intégrer les entreprises précédemment questionnées dans un panel qui reste à constituer.

Les évaluations récentes du climat d'investissement incluent celles effectuées en Chine, en Inde, au Maroc, au Liban, en Jordanie, en Cisjordanie et au Gaza. Le rapport continuera de classer l'Algérie par rapport aux pays où des données d'enquêtes comparables sont disponibles. Bien que la sélection des comparateurs soit largement une

affaire de jugement et tributaire des données disponibles, l'étalement international des réussites et des contraintes rencontrées dans les économies à niveau de développement similaire (comme le Maroc) aide à cerner ce qui est faisable – ou impératif – au niveau de l'économie algérienne ou de sa politique de réforme.

### Les résultats de l'enquête 2003

#### Obstacles les plus contraignants aux opérations commerciales



#### L'environnement de l'entreprise détermine en grande partie son potentiel de croissance et sa productivité

